
Fiches sectorielles

Construction

8.1 Chiffres clés de la construction

Avec 464 000 entreprises et un chiffre d'affaires de 272 milliards d'euros en 2011, la **construction** représente 16 % des entreprises et 7 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Le rayonnement international du secteur semble limité si on le mesure par la part du chiffre d'affaires à l'exportation : moins de 2 %, essentiellement dans la construction d'autres ouvrages de **génie civil**. Cependant ce critère sous-estime la présence des entreprises françaises sur les marchés extérieurs du secteur car celle-ci se traduit par la création de filiales étrangères ou de « joint venture » dont l'activité impacte peu le chiffre d'affaires à l'exportation.

La construction se caractérise par un grand nombre d'unités de petite taille : près de 95 % ont moins de 10 salariés. Le nombre moyen de salariés en équivalent-temps plein (EQTP) est de 3 contre près de 13 dans l'industrie. Le secteur regroupe ainsi 40 % des entreprises artisanales. Néanmoins, les entreprises de 250 salariés ou plus, qui comptent pour moins de 0,1 % en nombre, réalisent près de 20 % du chiffre d'affaires du secteur.

Le secteur emploie près de 1,350 million de salariés en EQTP en 2011, soit plus de 11 % de l'emploi salarié. Il recourt aussi fréquemment à l'intérim (près de 118 000 intérimaires en EQTP en 2011), comme l'industrie.

De 2000 à 2011, l'emploi salarié a crû davantage que dans les secteurs du champ : + 14 %, soit à un rythme voisin de celui des services hors commerce et transports (+ 15 %), tandis qu'il baissait de 20 % dans l'industrie. Malgré la crise de 2008-2009, la baisse de l'emploi salarié est restée limitée (- 5 % entre 2008 et 2011). En effet, comme dans les autres secteurs, l'ajustement a d'abord porté sur les effectifs intérimaires. Par ailleurs, le secteur a bénéficié de facteurs structurels favorables liés notamment au comportement des ménages induisant une

demande en logement soutenue et à une meilleure prise en compte des contraintes d'efficacité environnementale.

De 2000 à 2007, la construction a connu une croissance continue de la production en volume, nettement plus rapide que pour les secteurs du champ à partir de 2004 (+ 19,2 % de 2003 à 2007, contre + 8,8 % pour l'industrie et + 13,1 % pour les services hors commerce et transports). Cette forte dynamique s'infléchit en 2008 puis s'inverse à partir de 2009 avec une chute brutale de la production. Une fragile reprise (+ 1,5 %) intervient en 2011 mais ne se poursuit pas en 2012 (- 0,6 %) et le niveau reste très nettement inférieur à celui de 2007.

Neuf dixièmes des entreprises, deux tiers du chiffre d'affaires et trois quarts de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur de la construction relèvent du secteur des travaux de construction spécialisés appartenant au secteur du **bâtiment et des travaux spécialisés**. Toutes les activités le composant ont des caractéristiques proches en terme de taille : les entreprises emploient en moyenne 2,5 salariés. En revanche, la taille des entreprises de construction générale de bâtiment est près de deux fois supérieure à celle de l'ensemble du secteur. Représentant 4 % des entreprises de la construction, elles génèrent 12 % du chiffre d'affaires et 8 % de la valeur ajoutée.

À côté de la construction de bâtiment proprement dite, la promotion immobilière consiste à réunir les moyens de la réalisation de projets immobiliers destinés à la vente. Avec 3 % des entreprises et 1 % des salariés du secteur, elle réalise près de 9 % du chiffre d'affaires et 5 % de la valeur ajoutée.

Enfin, le secteur du génie civil (1 % des entreprises, mais 14 % du chiffre d'affaires et 12 % de la valeur ajoutée) est beaucoup plus hétérogène : la taille moyenne de ses unités varie de 7 à 70 salariés suivant les activités. ■

Définitions

Construction : elle correspond à la section F de la nomenclature d'activités NAF rév.2. Elle comprend le **génie civil** (division 42) et les activités de **bâtiment et travaux spécialisés**. Ces dernières couvrent la promotion immobilière et la construction générale de bâtiments (division 41), et les travaux de construction spécialisés (division 43) (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

1. Chiffres clés de la construction en 2011

	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
Ensemble	464,1	1 346,8	272,1	4,7	90,8	8,9
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	2 833,4	11 820,0	3 671,8	585,0	985,4	195,6
Poids des entreprises de la construction¹ (en %)	16,4	11,4	7,4	0,8	9,2	4,5

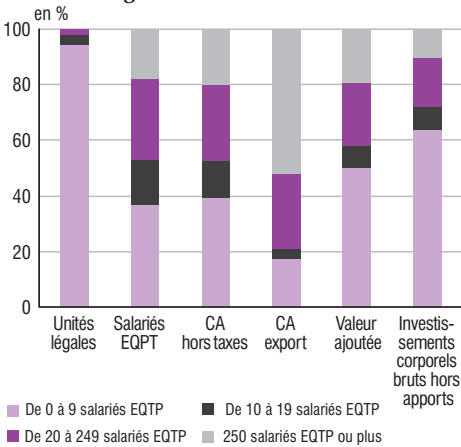
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur de la construction par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France.

Note : la branche de la construction contribue à 6,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches de l'économie (au sens de la comptabilité nationale).

Source : Insee, É sane.

2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2010

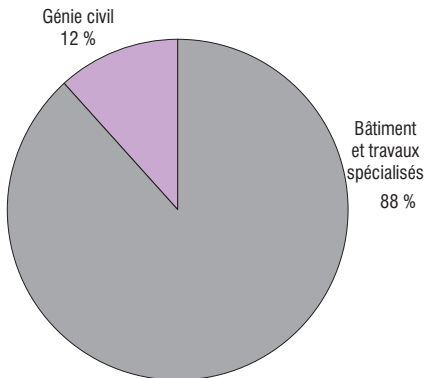


Champ : France.

Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,7 % des unités légales, 18 % des salariés, 19 % du CA, 52 % du CA export, 20 % de la VA et 10 % des investissements.

Source : Insee, É sane.

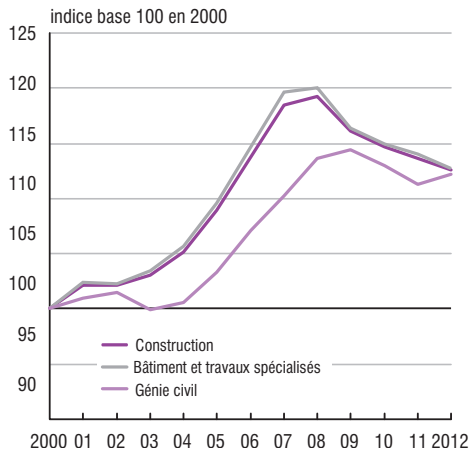
4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

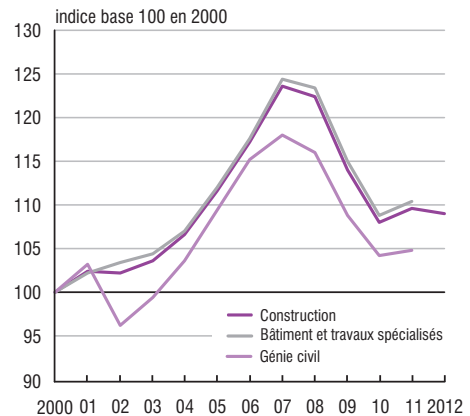


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi.

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches de la construction.

Source : Insee, comptabilité nationale.

8.2 Ratios de la construction

Composée de nombreuses petites entreprises et importante pourvoyeuse d'emplois, la **construction** est un secteur largement protégé de la concurrence internationale. Elle compte 21 % de travailleurs non salariés (essentiellement patrons de leur entreprise) contre 13 % sur le champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Les conditions d'exercice de l'activité expliquent que les ouvriers restent majoritaires et la présence des femmes marginale (10 %).

Son intensité capitalistique est faible : ses immobilisations corporelles (construction, installations, machines et matériel) s'élève à 39 milliers d'euros par personne en 2011 contre plus de quatre fois plus pour l'ensemble des entreprises du champ.

Parallèlement, la part des frais de personnel atteint plus de 80 % de la valeur ajoutée (au coût des facteurs), soit huit points de plus que pour l'ensemble des entreprises du champ. Symétriquement, le taux de marge y est nettement plus faible (19 % en 2011 contre 27 %). Ce taux moyen masque un fort écart entre les entreprises de moins de 10 salariés du secteur (qui ont un taux de plus de 30 % en 2010), et les autres (taux de moins de 10 % en 2010), en partie dû à l'importance des entrepreneurs individuels au sein des microentreprises. Avec cette forme juridique, la rémunération du travail du chef d'entreprise est en effet fréquemment incluse dans l'excédent brut d'exploitation.

En 2011, le taux de marge de la construction reste en deçà de son niveau des années 2003-2007. C'est aussi le cas pour le génie civil qui se caractérise par la faiblesse du niveau des taux de marge. Ce secteur

bénéficie de produits financiers relativement conséquents qui n'entrent pas dans l'excédent brut d'exploitation.

Le faible niveau de l'investissement dans la construction répond à une faiblesse structurelle des immobilisations. Le taux d'investissement est proche de 10 % en 2011 contre 20 % pour l'ensemble des entreprises du champ. Ce taux d'investissement retrouve en 2011 quasiment son niveau de 2007, après la nette baisse liée à la crise de 2008-2009.

Le taux d'autofinancement, qui mesure la capacité des entreprises à financer leurs investissements, s'élève à 200 % en 2011, soit à un niveau assez largement supérieur à celui observé pour l'ensemble des entreprises du champ (166 %).

Globalement dans la construction, la rentabilité économique est relativement élevée puisque son taux se situe à 20,9 %, soit le double de celui observé sur l'ensemble des entreprises du champ. Les entreprises ont en effet peu de capitaux investis à rentabiliser. De même, les ratios de rentabilité financière sont élevés car les entreprises du secteur ont relativement peu de capitaux propres.

Dans la construction, les délais moyens de paiement des clients sont supérieurs à ceux des fournisseurs et ces délais sont nettement supérieurs à ceux enregistrés pour l'ensemble des entreprises du champ. Ceci peut engendrer des problèmes de trésorerie. Toutefois, il est à noter que, dans le secteur de la construction où le cycle de production est souvent long, la formule utilisée ici surestime ces délais de paiement car elle ne tient pas compte des avances. ■

1. Ratios du secteur de la construction en 2011

en %

	Ensemble construction	Ensemble entreprises marchandes ¹
Organisation et débouchés de la production		
Taux d'exportation	1,7	15,9
Taux de valeur ajoutée	33,4	26,8
Intensité capitalistique (milliers d'euros)	39,1	170,2
Partage de la VA (au coût des facteurs)		
Part des frais de personnel	80,6	72,5
Taux de marge ²	19,4	27,5
Ratios de rentabilité		
Rentabilité économique	20,9	9,2
Rentabilité financière	18,5	9,4
Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité		
Levier financier	58,9	73,8
Taux de prélèvement financier	9,0	33,7
Délais de paiement		
Fournisseurs (en jours)	76,5	60,2
Clients (sous réserves, en jours)	84,2	52,7
Ratios d'investissement		
Taux d'investissement	9,8	19,9
Taux d'autofinancement	200,7	166,4

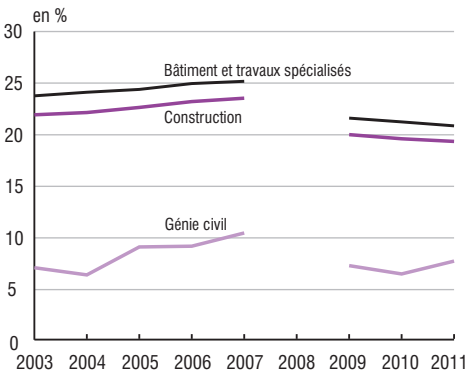
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France.

Source : Insee, *Ésane*.

2. Évolution du taux de marge

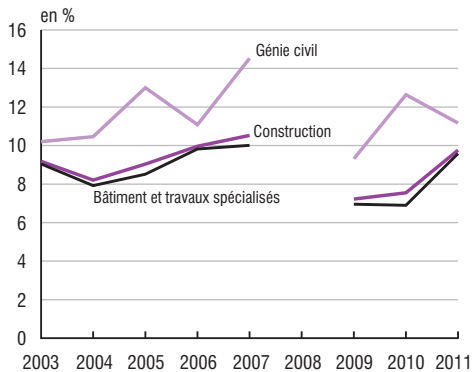


Champ : France.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, *Ficus* et *Ésane*.

3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, *Ficus* et *Ésane*.

4. Personnes en emploi dans la construction en 2011

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus				
Bâtiment et travaux spécialisés	10,0	25,0	22,6	5,5	53,1	41,3	22,4
Génie civil	11,1	21,8	23,5	4,8	59,6	35,6	1,5
Ensemble construction	10,1	24,8	22,7	5,5	53,7	40,8	20,6
Ensemble secteurs principalement marchands¹	36,2	23,0	23,3	19,9	30,4	49,7	13,4

1. Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France.

Source : Insee, enquête *Emploi*.